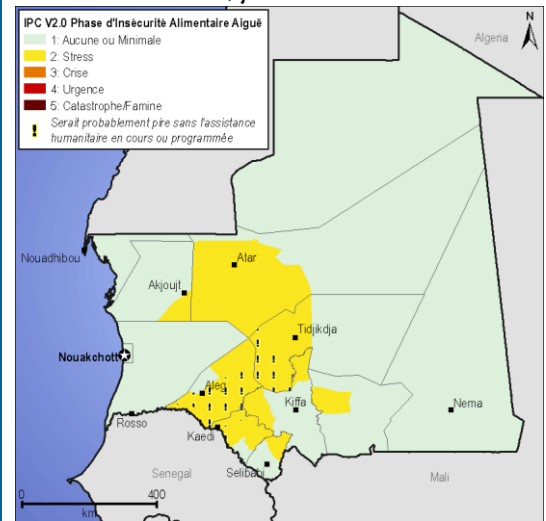


Les stocks de récolte s'épuisent anormalement tôt dans le sud et le centre de la Mauritanie

MESSAGES CLÉS

- Dans le nord et l'ouest de la Zone agropastorale, l'échec des cultures de décrue a amplifié le déficit de la production agricole déjà enregistré, et des revenus saisonniers qui en provenaient. Les éleveurs ont multiplié les ventes et la suroffre qui en a découlé a entraîné une baisse saisonnière atypique du prix des animaux. Les ménages pauvres éprouveront encore des difficultés de satisfaction de leur besoins alimentaire et seront ainsi en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) de février à juin.
- Dans le centre de la vallée du fleuve Sénégal, la faible exploitation du walo après l'échec des cultures pluviales fait que malgré les petites productions de l'irrigué hivernale, la période de soudure agricole commencera plutôt qu'en année moyenne. Comme leurs confrères du nord-ouest de la zone agropastorale, ils font face à difficultés de satisfaction de leurs besoins alimentaires et de protection de certains de leurs moyens d'existence et se retrouveront en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) à partir de mars.
- S'il y a des suspicions d'une situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) dans le centre-sud du pays et même dans la Zone pastorale, oasis et oueds, les autres zones de moyens connaissent actuellement une insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC). Du fait des revenus saisonniers moyens, de la disponibilité des récoltes pluviales et irriguées, et/ou de l'amélioration des conditions pastorales, la situation devrait évoluer plus ou moins conformément à la tendance saisonnière jusqu'en juin.

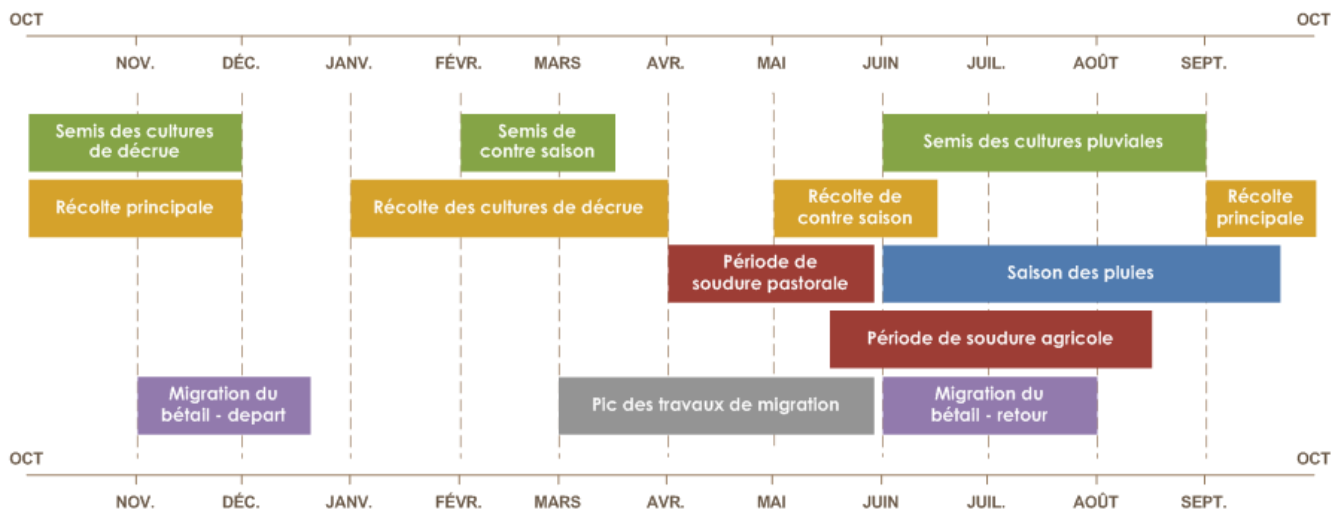
Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, janvier 2015



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aigue pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source: FEWS NET

CONTEXTE NATIONAL

Situation actuelle

Evolution de la pluviométrie : Après les pluies enregistrées en novembre en Adrar et en Inchiri on n'a pas noté d'autre pluie significative dans des zones de production agricole et pastorale. Le déficit de pâturage qui en résulte a entraîné des transhumances précoces sauf au Tiris Zemmouroù, où les courtiers de dromadaires ont affirmé qu'entre Bir Moghreïn (en Mauritanie) et le sud des Sahara marocain et algérien, il existe des pâturages comparables à ceux d'une année moyenne.

Sur le plan agricole : Dans certaines parties de la Zone de cultures pluviales et de l'est de la Zone agropastorale les cultures tardives de sorgho ont commencé à se dessécher faute de ressources hydriques suffisantes. L'arrêt précoce des pluies et une fraîcheur saisonnière moins intense qu'en année moyenne expliquent cette situation qui va certainement entrainer une baisse des rendements des cultures tardives et en conséquence des productions prévisionnelles sorti en novembre 2014.

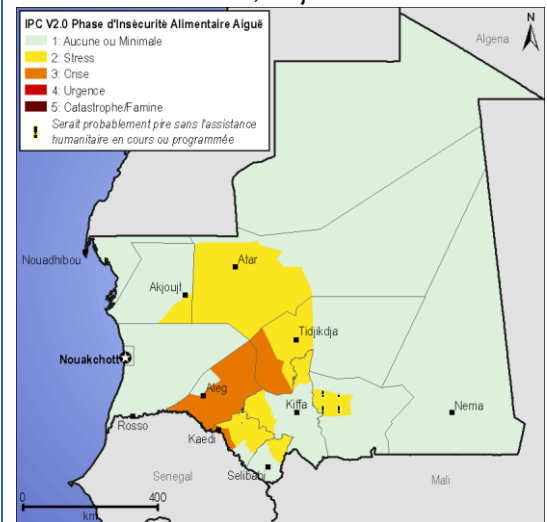
Bien que les bas-fonds, surtout importants dans le centre et le nord de la Zone agropastorale, aient connu des niveaux de remplissage relativement moyens (entre 40 et 90 pour cent) et bien qu'ils aient été globalement exploités, on s'y attend toujours à une forte baisse de production céréalière du fait des importants dégâts. Avec les transhumants précoces, le passage des animaux est venu au moment de stade tallage des cultures. En plus, il y'avait une forte infestation de la sésamie sur les cultures qui avaient survécus aux attaques des animaux.

Le walo (la décrue de la plaine du fleuve Sénégal et de ses affluents ainsi que l'exploitation des berges), dont l'exploitation, en année moyenne, fournissait aux ménages pauvres de la Zone vallée fleuve Sénégal et du sud-ouest de la Zone agropastorale qui en bénéficient, un demi de leurs besoins céréaliers et les trois quarts de leurs revenus agricoles saisonniers. Cette année il est resté à sec dans sa plus grande partie suite à les mauvaises précipitations pendantes la campagne 2014. Ses zones basses qui ont recueillies les eaux de ruissellement et les apports de quelques affluents ont été exploitées mais comme dans la Zone agropastorale elles ont été, en grande partie ravagées par les animaux divagants ou transhumants et par la sésamie. Toutefois, de nombreuses collectivités se sont réinvesties dans les cultures hivernales irriguées (maïs et légumes surtout).

Sur le plan pastoral : Les conditions pastorales, médiocres dans la majeure partie de l'ouest et du nord du pays, depuis septembre, en raison de l'irrégularité et de la faiblesse des pluies, se sont fortement dégradées par rapport à la normale en raison de la forte pression des transhumants nationaux et du nord du Sénégal. Dans le reste du pays (de l'est du Gorgol jusqu'au sud du Hodh Echargui) les conditions pastorales restent encore favorables mais la surcharge attendue à cause de la progression des pastoraux pourrait y conduire à un rapide déséquilibre surtout si les feux de brousse qui ont commencé dans la zone ne sont pas efficacement combattus. On ne signale nulle part encore l'existence d'épizootie.

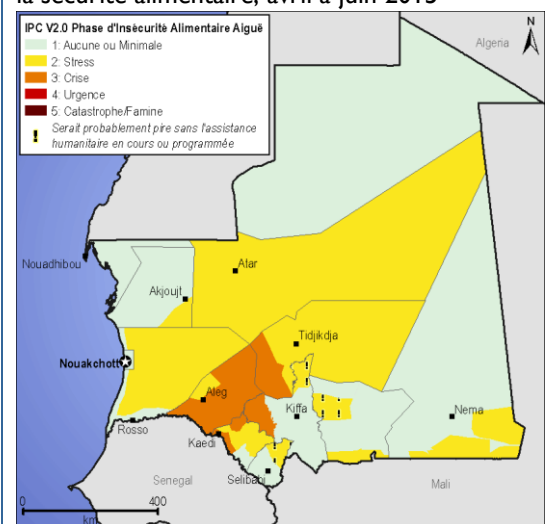
Sur le plan des revenus saisonniers : À l'exception du sud-centre du pays, les revenus saisonniers des ménages pauvres, devraient au moins être conformes à ceux d'une année moyenne vu les bonnes conditions pastorales et les prestations des cultures pluviales et irriguées. Cependant, dans le sud-centre du pays, leurs revenus saisonniers restent nettement inférieurs à ceux d'une année moyenne du fait de la faiblesse de l'offre de travail. La mauvaise évolution des cultures de décrue limite le recours à une main d'œuvre agricole et le départ précoce en exode affectera les revenus qui provenaient

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, de janvier à mars 2015



Source: FEWS NET

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, avril à juin 2015



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aiguë pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

du travail pastoral. Bien que les ménages pauvres aient envoyé plus de personnes en exode qu'en année moyenne, on ne signale pas encore de retombées significatives de ces départs car les personnes en exode éprouvent de grosses difficultés à s'insérer dans les systèmes productifs de leurs zones d'accueil (villes mauritaniennes et sénégalaises surtout) où l'offre saisonnière de travail agricole est faible et la disponibilité en main d'œuvre est très importante.

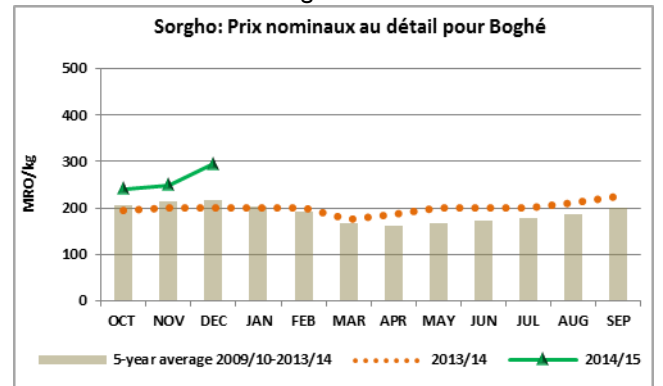
Sur le plan des marchés et des prix : Les marchés de consommation restent bien approvisionnés en denrées alimentaires de base importées. Concernant les céréales locales, en décembre les prix du sorgho de vente en détail sont en hausse dans toutes les zones de moyens d'existence en raison de l'important déficit de la production nationale de sorgho et de la faiblesse des flux transfrontaliers saisonniers de sorgho qui provenaient du Sénégal et du Mali. Par rapport au mois de novembre la hausse de son prix varie de 18 pour cent dans la Zone vallée de fleuve Sénégal (Figure 1) à 1.7 pour cent dans la Zone de cultures pluviales (Figure 2). Par rapport à la même période de l'année précédente les prix sont en hausse de 47.5 pour cent dans la Zone de la vallée de fleuve Sénégal, 12.5 pour cent dans la Zone oasisienne, et 27.9 pour cent dans la Zone agropastorale, mais en baisse de 17.3 pour cent dans la Zone cultures pluviales. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, les prix sont toujours en modérée à importante hausse dans tous les Zones.

Les prix du blé, majeure denrée de substitution importée, sont stables par rapport au mois précédent dans toutes les zones de moyen d'existence avec une tendance à la baisse. Ceci s'explique par une bonne disponibilité du blé causée par des importations commerciales privées, étatiques et humanitaires régulières et importantes. Par rapport à la même période de l'année dernière, il y a une forte hausse dans la Zone de cultures pluviales de 30.7 pour cent, mais les prix sont restés stables par ailleurs. Par rapport à la moyenne des 5 dernières années les seuls grands changements en prix passant +/- 10 pour cent sont dans la Zone de cultures pluviales (+42.4 pour cent) et dans la Zone agropastorale (+11.9 pour cent).

Le déficit fourrager dans certaines parties du pays et l'arrivée des transhumants sénégalais ont entraîné une hausse des ventes saisonnières atypiques. Il en a résulté une suroffre tant dans les zones rurales que dans les marchés de bétail des centres urbains qui fait que les prix du mouton ont connu une baisse générale dans toutes les zones par rapport au mois de novembre excepte la Zone agropastorale qui a connu une hausse de près de 9 pour cent. Par rapport à la même période de l'année précédente la tendance est toujours à la baisse exception faite de la Zone vallée de fleuve Sénégal qui accuse une hausse de 20.1 pour cent. Par rapport à la moyenne des cinq dernières années seule la Zone oasisienne et la Zone agropastorale accusent de fortes hausses des prix.

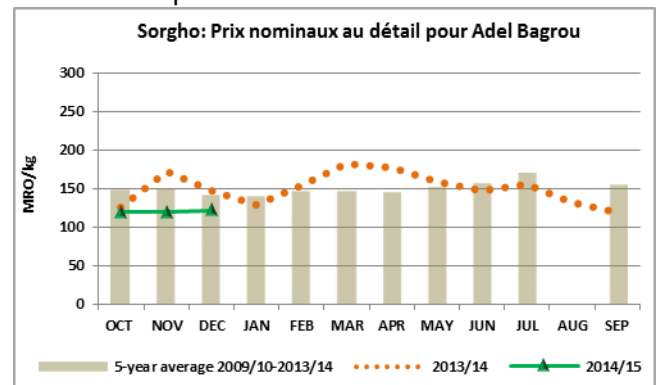
On note, comparativement à novembre, une dépréciation des termes d'échange dans toutes les Zones de moyens d'existence entraînée par la baisse locale du prix des animaux et la faiblesse des flux céréaliers sénégalais. Cette situation a contribué à limiter la capacité d'accès alimentaire des ménages pauvres particulièrement dans l'ouest de la Zone agropastorale et dans le centre de la vallée du fleuve Sénégal.

Figure 1. Evolution du prix du sorgho dans une partie de la Zone vallée de fleuve Sénégal



Source: FEWS NET

Figure 2. Evolution du prix du sorgho dans une partie de la Zone cultures pluviales



Source: FEWS NET

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire au niveau national de janvier à juin 2015, se fonde sur les hypothèses générales suivantes :

- Au niveau nationale, une production céréalière annuelle nettement inférieure à celles de 2013, 2014 et à celle d'une année moyenne est attendu. Notamment dans le centre-sud du pays, les cultures pluviales ont été affectées par l'irrégularité et le faible des pluies et celles de la décrue par la divagation animale et les attaques de la sésamie (sur les bas fonds et barrages) et par la faiblesse de la crue fluviale (walo du centre de la vallée du fleuve).
- Toutefois, les productions des cultures irriguées hivernales ayant été relativement bonnes dans toute la vallée, les ménages disposeront de stocks de paddy jusqu'en février. Certains vont réaliser des cultures de contre saison froide (maïs) et disposeront de stocks jusqu'en mars. On ne s'attend pas à d'importantes cultures de contre saison chaude en raison du niveau déjà bas des eaux dans le fleuve. Les productions maraichères s'inscriront dans la même tendance que les cultures irriguées. Elles seront proches de la moyenne en janvier mais faibles à nulles de février à mars.
- Les conditions pastorales continuent à répondre aux besoins dans la Zone de cultures pluviales et l'est de la Zone agropastorale, jusqu'en juin mais elles ne couvriront les besoins du cheptel des autres Zones que jusqu'en janvier/février.
- A l'exception de la Zone de cultures pluviales et l'est de la Zone agropastorale, la reproduction animale sera, entre janvier et mars, inférieure à celle d'une année moyenne en raison de la médiocrité des pâturages. Les revenus des ménages pauvres provenant du travail pastoral seront, dans la plupart des zones, nettement inférieurs à ceux d'une année moyenne, durant toute la période du scénario. Des du fait de la transhumance précoce qui se passe dans la plupart des zones pastorales en direction du sud de la zone agropastorale et la zone de cultures pluviales.
- L'exode va s'amplifier entre janvier et mai mais on ne s'attend pas à des retombées significatives du fait de la faiblesse de l'offre de travail dans les zones agricoles qui occupaient plus de 70 pour cent des migrants et dans les centres urbains. En plus, il est prévu qu'il y aura une hausse d'offre de travail de la côté de Mauritanie et du Sénégal à la fois, car les deux pays ont eu les principales saisons agricoles difficiles.
- L'approvisionnement des marchés en denrées importées (huile, sucre, riz, blé, pate alimentaire, etc.) devraient continuer à être régulier et suffisant supporté par les réexportations sénégalaise du riz asiatique. Dans toutes les zones frontalières la réexportation des produits importés vers le Mali, le Sénégal et le sud du Maghreb sera plus importante qu'en année moyenne.
- Toutefois, les flux internes des céréales traditionnelles resteront faibles à cause de l'important déficit de production agricole entraînée par l'irrégularité des pluies. Les flux transfrontaliers de céréales traditionnelles se redynamiseront, à partir d'avril conformément aux pratiques paysannes saisonnières mais leur volume et leur durée seront nettement moindres que ceux d'une année moyenne du fait des baisses de production céréalière dans les zones frontalières sénégalaises et de certaines parties maliennes.
- Les prix des denrées alimentaires importées et des céréales traditionnelles s'inscriront à la hausse conformément aux tendances typiques de la saison. Dans le sud-centre du pays où les importantes baisses de productions locales sont les plus prononcées, la hausse des prix sera plus marquée. La faible disponibilité du sorgho entrainera la hausse de son prix et le repli des ménages pauvres et moyens sur les céréales de substitution (blé et riz local) se traduira par une hausse de leur prix.
- Dans les zones rurales les baisses des prix des animaux, du fait du déstockage utilisée comme stratégie de protection contre les pertes pouvant provenir du déficit de pâturages et des longues transhumances, seront, à partir de janvier, plus marquées qu'en année moyenne car, outre les grandes ventes réalisées par les transhumants, le plupart des éleveurs, restés sur place vont continuer à multiplier les ventes pour faire face à la longue période de soudure pastorale. Dans les zones urbaines les prix des animaux resteront élevés du fait spéculations entretenues par les courtiers qui vont s'appuyer sur les niveaux d'embonpoint des animaux pour hausser les prix.
- Certains programmes d'assistance internationale appelés à s'arrêter en décembre, ne seront pas renouvelés avant mars, mais ceux du gouvernement (Stock Alimentaire Villageois de Sécurité (SAVS), Boutiques de Solidarité (BS), Centre de Récupération Nutritionnelle Ambulatoire (CRENAM) et distributions gratuites) continueront jusqu'en au moins juin.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Dans la majeure partie des Zones pastorales et dans celle de cultures pluviales, où les conditions pastorales ont été relativement bonnes et les productions céréalières proches de celles d’une année moyenne les ménages resteront en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l’IPC) jusqu’en mars. Cependant entre mars et juin la situation risque d’être plus marquée qu’en année moyenne du fait de la probable dégradation des termes d’échange causée par la baisse du prix des animaux et par la hausse attendue des prix des céréales de substitution et autres denrées alimentaires conditionnée par l’augmentation de la demande à cause de l’important déficit de production. Les ménages pauvres affectés dans le centre de la vallée du fleuve et dans le nord-ouest de la zone agropastorale, risquent d’avoir besoin d’utiliser des stratégies d’adaptation irréversibles pour maintenir leurs besoins non-alimentaires et **ces zones seront en Stress (Phase 2 de l’IPC) jusqu’au février/mars.**

Dans le centre de la Zone vallée du fleuve Sénégal et dans le nord et l’ouest de la Zone agropastorale les ménages pauvres ont connu un important déficit de leur production céréalière annuelle. Ils continuent de dépendre du marché pour se nourrir alors qu’ils font face à un important déficit de leurs revenus saisonniers. Ces derniers ont été réduits sous les effets combinés d’une baisse des activités locales génératrices des revenus, du faible des apports de l’exode et de la détérioration des termes d’échange corrélative à la baisse du prix des animaux. Ils éprouvent des difficultés à accéder régulièrement à une alimentation suffisante. La multiplication des ventes des animaux, indispensable à l’accès des aliments commercialisés constituera un facteur de perte de leurs moyens d’existence et les contraindra à adopter des stratégies négatives tant sur le plan alimentaire que sur la gestion de leur cheptel. **Ils se retrouveront alors en situation de Crise (Phase 3 de l’IPC) à partir de février/mars 2015.**

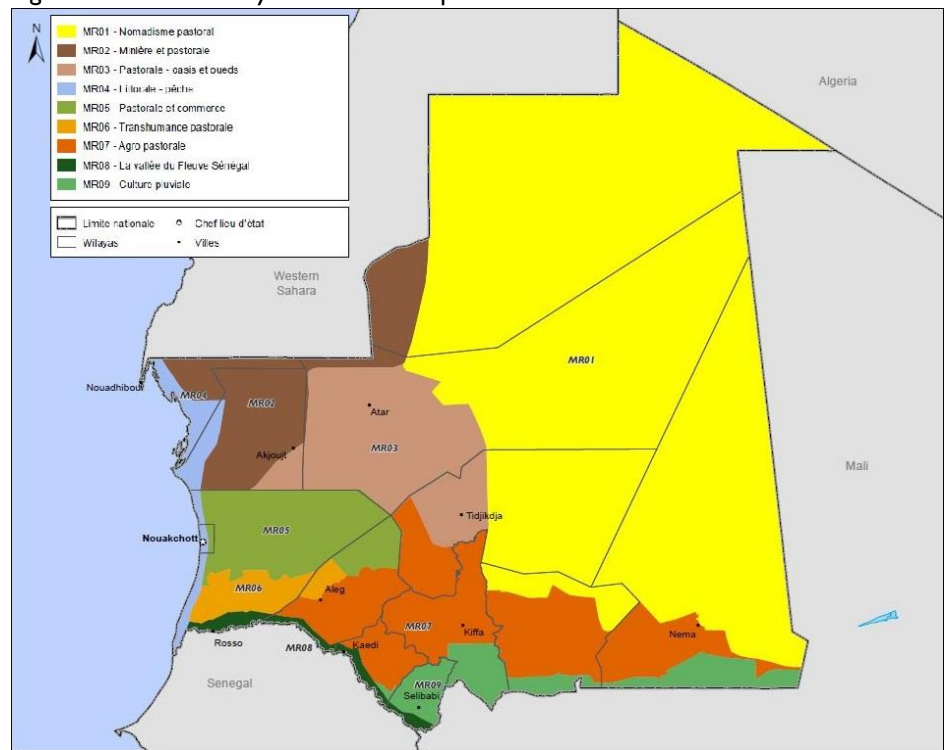
En plus, il y a de forte présomption des résultats négatives sur la sécurité alimentaire, à partir de février, pour les populations pauvres de la Zone pastorale, oasis et oueds. L’important déficit pluviométrique a limité l’exploitation des cultures maraichères (janvier à février) et l’exploitation des graras (zones dépressionnaires), bas-fonds et barrages (d’octobre à mars) qui sont leur principale source de céréales. **Ils seraient déjà en situation de Stress (Phase 2 de l’IPC)** alors qu’ils éprouvent des difficultés à maintenir leurs besoins non-alimentaires.

ZONES DE PREOCCUPATION

Le centre de la Zone Vallée du fleuve Sénégal (Zone de moyens d’existence 08)

Elle comprend le sud des moughataa de Boghé, Bababé, M’Bagne et le sud-ouest de celle de Kaédi. Les ménages pauvres de cette zone dépendent fortement de leur propre production agricole mais aussi de la main d’œuvre agricole. En plus du travail local pendant la campagne principale (entre juin et octobre), ils se déplacent vers des régions voisines pour rechercher des opportunités après les récoltes et surtout quand il y a une mauvaise saison.

Figure 3. Zones de Moyens d’Existence pour la Mauritanie



Source: FEWS NET

Situation actuelle

- Le déficit de production céréalière enregistré avec les récoltes en novembre a été amplifié par la sous exploitation du walo (champs de décrue) où faute de crue, seules les basses parties qui recueillent les eaux d'écoulement (soit moins d'un quart de la superficie du centre du walo) ont été mises en exploitation. En année moyenne l'exploitation du walo fournit aux ménages pauvres 60 pour cent de leurs besoins en céréales et 80 pour cent de leurs revenus agricoles annuels.
- Certains ménages pauvres disposent de stocks de paddy jusqu'en février car la production hivernale de riz a été très bonne. Certaines collectivités sachant en raison du bas niveau des eaux dans le fleuve elles ne pourront pas réaliser des cultures de riz en contre saison chaude se sont déjà investies dans la contre saison froide (légumes et maïs).
- Les marchés sont bien approvisionnés en denrées alimentaires de base importées et en céréales de substitution (riz et blé). Leurs prix stables jusqu'en décembre pourraient connaître une sensible hausse entre février et juin du fait d'une forte demande stimulée par la faible disponibilité des céréales traditionnelles.
- Cependant, l'offre en céréales traditionnelles est faible en raison de la baisse de production locale et du faible flux de pays voisins. Il en résulte en décembre, comparativement à novembre, une forte hausse du prix du sorgho de 18 pour cent. On estime que la hausse de prix de sorgho a conduit à une hausse de 7.2 pour cent de prix de blé (la céréale de substitution la moins chère).
- Bien que la situation acridienne étant calme, sur le plan pastoral, l'irrégularité et la faiblesse des pluies se sont soldées par des pâturages peu denses avec une faible présence de graminées et qui ne répondront au besoin du cheptel local. La plus grande partie du cheptel a entamé, depuis octobre/novembre, une transhumance en direction du sud de la zone agropastorale et de l'ouest de la zone de cultures pluviales. Les prix des animaux connaissent des baisses significatives liées, dès décembre, à une suroffre saisonnière atypique, causée par les importantes ventes réalisées par les éleveurs qui du fait des mauvaises conditions pastorales cherchent à limiter leurs pertes.
- De cette situation découle, pour les ménages pauvres qui, vu la baisse de leur production agricole de cette année, font recours au marché pour se nourrir, une détérioration des termes d'échange cheptel/céréales et du pouvoir d'achat est accentuée par des revenus saisonniers fortement réduits faute d'activités agricoles demandeuses de main d'œuvre.
- Malgré l'amplification de l'exode précoce en janvier (il ne commence, en année moyenne, qu'à partir du mois de mars) on ne signale pas encore des apports suffisants susceptibles de combler les déficits alimentaires.
- Les programmes d'assistance du gouvernement (BS, SAVS, CRENAM, etc.) fonctionnent normalement renforcés par de nouvelles distributions gratuites de nourriture dans toutes les communes et des programmes de Vivres Contre travail (VCT) et Cash for Work dans certains lieux.

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire locale décrit ci-dessous, de janvier à juin 2015, se fonde sur les hypothèses générales suivantes :

- La disponibilité en céréales traditionnelles qui sont en année moyenne la base de l'alimentation des ménages pauvres restera faible d'ici au moins juin. La production nette du walo sera à peine égale à 15 pour cent de celle d'une année moyenne. Les productions des cultures irriguées de contre saison froide seront proches de celles d'une année moyenne mais celles de la contre saison chaude seront faibles à inexistantes car on s'attend à ce que le niveau des eaux dans le fleuve ne soient pas suffisant pour les alimenter.
- Les marchés resteront bien approvisionnés en denrées alimentaires importées. Les flux internes saisonniers seront très limités du fait des déficits céréaliers de 2014 accentués par l'échec des cultures de décrue. Les flux transfrontaliers, en raison de l'important déficit pluviométrique que connaît le nord du Sénégal, ne se redynamiseront pas avant les récoltes de la décrue (mars 2015).
- Les pâturages restent tant en densité qu'en qualité nettement inférieurs à ceux d'une année moyenne. Il en résultera une baisse des prix des animaux qui va, à partir de mars, s'accroître dans les zones rurales au fur et à mesure que la période de soudure s'installe. De ce fait, les termes d'échange continueront à se dégrader au détriment des ménages pauvres. Néanmoins dans les zones urbaines les prix des animaux resteront élevés en raison de la

spéculation entretenue par les courtiers qui pourront majorer les prix en fonction du niveau d'embonpoint des animaux.

- Les revenus saisonniers provenant du travail hors zone et de l'exode, seront, malgré la multiplication des acteurs (2 à 5 membres contre 1 à 2 en année moyenne), nettement inférieurs à ceux d'une année moyenne faute d'activités locales et sous-régionales génératrices de revenus en raison des effets latents de la mauvaise campagne agricole.
- Les programmes d'assistance des ONG s'arrêteront de janvier à mars avec des perspectives de reprises partielles ou délocalisées mais ceux du gouvernement continueront.

Résultat le plus probables de la sécurité alimentaire

Les ménages pauvres du centre de la vallée dont les productions agricoles annuelles et les revenus saisonniers sont nettement inférieurs à ceux d'une année moyenne continuent d'éprouver des difficultés à répondre à leurs besoins non alimentaires. À partir de février, après avoir épuisé leurs stocks de production beaucoup plus tôt que la normale, ils vont commencer à avoir des difficultés à répondre à leurs besoins alimentaires vu la faiblesse de leurs revenus saisonniers. **Ils resteront en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) jusqu'au fin janvier et évolueront vers une situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) à partir de février 2015** si aucun facteur positif nouveau ne vient modifier le contexte existant.

Le nord-ouest de la Zone Agropastorale (Zone de moyens d'existence 07)

Dans cet ensemble, la zone de préoccupation couvre le nord du Gorgol (moughataa de Monguel), le nord du Brakna (moughataa de Magta Lahjar), l'ouest de l'Assaba (ouest de la moughataa de Barkéol) et le sud du Tagant (sud de la moughataa de Moudjéria). Les activités principales des ménages pauvres s'articulent autour des cultures (décrue et pluviales) et le gardiennage. En année moyenne la production agricole couvre 30 pour cent de leurs besoins alimentaire et sa vente 20 pour cent de leurs revenus. L'achat de nourriture est le plus important entre mars et juillet et est surtout réalisé avec l'argent procuré par l'exode.

Situation actuelle

- La majeure partie des cultures tardives de l'ouest de la zone agropastorale a été desséchée faute de ressource en eau suffisante pour permettre au sorgho pluvial de boucler normalement son cycle végétatif. Habituellement récoltées en janvier/février permettent aux ménages pauvres de disposer de céréales et légumineuses avant celles des cultures de décrue (bas-fonds et barrages) en février/mars. Les ménages pauvres ne disposeront donc pas de nouvelles productions et continueront de recourir à des achats de nourriture sur une période plus longue qu'en année normale.
- L'offre en céréales traditionnelles est faible. Outre que la production locale a été faible, les flux transfrontaliers sénégalais et maliens restent nettement inférieurs à ceux d'une année moyenne. Toutefois, les marchés sont bien approvisionnés en céréales de substitution importées (blé et riz).
- Les déficits pluviométriques ont partout engendré des pertes de cultures et il en a résulté, en décembre comparativement à novembre, une hausse 27.9 pour cent du prix du sorgho. Les prix du blé sont tirés vers le haut par l'augmentation de la demande en raison de la faible disponibilité du sorgho. Il en résulte une hausse de 11.9 pour cent par rapport au mois précédent.
- Les conditions pastorales sont médiocres qui ne répondent plus au besoin actuel du cheptel local. Dans toute la zone il y'a une faible disponibilité saisonnière en lait à cause des déficits des ressources pastorales, ce qui aggrave la situation alimentaire. La transhumance commencée depuis octobre s'est accentuée et dans le sud de la moughataa de Moudjéria au sud Tagant, le recours précoce à l'aliment bétail (Rakkél) a commencé depuis cette période.
- Les prix du mouton ont connu une baisse générale dans tous les marchés ruraux de la Zone agropastorale (49.6% par rapport à novembre). Par crainte des pertes qui proviendraient du déficit de pâturages, les éleveurs ont beaucoup vendu et continuent de vendre. Il en a résulté, dans les zones rurales, une suroffre saisonnière qui permet aux courtiers d'imposer des prix bas.
- Les salaires des bergers restent stables et leurs revenus annuels sont égaux à ceux d'une année moyenne. Pour ceux qui cherchent à augmenter leurs revenus saisonnières, la transhumance limitant le recours à la main d'œuvre

pastorale occasionnelle, on ne peut s'attendre à une implication de nouveaux membres qui accroîtraient les revenus des ménages.

- La demande en main d'œuvre agricole étant limitée, dans de nombreuses zones, par la modestie des superficies à récolter, il en a résulté, entre novembre et décembre 2014, une forte baisse des revenus (plus de 70 pour cent de baisse par rapport à une année moyenne qui auraient permis, en attendant les récoltes de la décrue en mars, aux ménages pauvres d'acheter de la nourriture.
- Le prix de la main d'œuvre locale a chuté de 33 pour cent passant de 1 500 MRO à 1000 MRO en raison de l'importance de la main d'œuvre et de la modestie des activités à réaliser causée par les mauvaises conditions agricoles. La majeure partie des activités locales sont financées par les ventes de la production agricole. Face à la modestie des retombées financières des l'exode, de nombreux bras valides ont temporisé leur départ constituant ainsi une main d'œuvre oisive.
- Les ménages pauvres ont multiplié le nombre de personnes allant en exode mais les revenus saisonniers qui en proviennent restent nettement inférieurs à ceux d'une année moyenne.
- Les programmes d'assistance du gouvernement fonctionnent normalement mais certains programmes des ONG ont pris fin depuis décembre.

Suppositions

Le scénario le plus probable de la sécurité alimentaire locale décrit ci-dessous, de janvier à juin 2015, se fonde sur les hypothèses générales suivantes :

- L'échec des cultures de décrue va accentuer la dépendance aux achats de nourriture, qui a déjà commencé précocement.
- Les flux transfrontaliers et les flux internes seront faibles jusqu'au moins juin vu que les zones frontalières ont connu des productions céréalières inférieures à celles d'une année moyenne. Il va en résulter une hausse atypique des prix des céréales traditionnelles.
- Les marchés de consommation seront bien approvisionnés en denrées alimentaires importées mais du fait de l'important déficit de la production céréalière locale on s'attend à une hausse des prix des céréales de substitution (blé et riz) malgré la poursuite des programmes d'assistance (BS et SAVS).
- Les marchés de bétail continueront à être bien approvisionnés par les ventes des éleveurs qui ne sont pas partis en transhumance et qui sont en quête de nourriture pour leur famille et d'aliment bétail pour les animaux en place. On s'attend, entre janvier et juin, à une baisse des revenus provenant de la vente du bétail.
- Les ménages très pauvres et une partie des ménages pauvres, seront contraints, en raison de la longue période soudure de multiplier les ventes animales au risque de dépasser leur seuil de vente animale avec le risque d'affecter leur principal moyen d'existence.
- L'exode va s'amplifier, entre mars et mai avec le départ de la force active encore dans les zones rurales car même s'il ne rapporte pas assez il aura au moins le mérite de réduire le nombre de bouches qui dépendent des maigres ressources alimentaires du ménage. On ne s'attend cependant pas à une hausse des revenus qui en proviendraient et qui seraient destinés aux familles car rien n'est venu accroître la demande en main d'œuvre dans les zones d'accueil mauritaniennes, maliennes et sénégalaises.

Résultat le plus probable de la sécurité alimentaire

Les membres des ménages restés sur place seront confrontés à des problèmes de consommation alimentaire, dès février/mars. Ils pourront néanmoins accentuer la modification de leur régime alimentaire (plus grande consommation de blé au lieu du sorgho et du riz trop chers) et vont limiter les quantités à consommer. La recherche de ressource leur permettant d'accéder à ces produits commercialisés se traduira par des ventes animales plus importantes qu'en année moyenne avec le risque d'altérer ce moyen d'existence. Le recours aux achats et aux emprunts, facilité par les programmes de Cash transfert va se réduire avec l'arrêt, depuis décembre, de ce programme. **Entre janvier et février, la plupart des ménages pauvres seront en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC)** pendant qu'ils ne parviennent pas à répondre à leurs besoins essentiels non alimentaires. Cette situation pourrait évoluer vers une situation où les ménages pauvres ont des

difficultés à répondre à leurs besoins alimentaires même, **ce qui les placerait en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) à partir de mars.**

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

Table 1: Événements possibles dans les six prochains mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Événement	Impacts sur les conditions de la sécurité alimentaire
Nationale	Augmentation atypique du prix du blé et du riz sur les marchés internationaux	Régression de la capacité d'accès alimentaire des ménages pauvres en relation avec la dégradation des termes d'échange dans un contexte de forte probabilité de baisse saisonnière du prix des animaux
	Disfonctionnement durable des flux transfrontaliers	Hausse continue du prix des céréales traditionnelles entraînant celle du prix des céréales de substitution (blé et riz)
	L'arrêt des programmes d'assistance des ONG avant juin	Forte probabilité d'une surenchère du prix des denrées alimentaires qui va entraîner une drastique réduction de la capacité d'accès alimentaire des ménages pauvres
Zone Agropastorale et vallée du fleuve	Des restrictions limitant la transhumance de longue durée	L'augmentation de la mortalité des animales entraînant à la fois une dégradation considérable de moyens d'existence ainsi que les apports alimentaires et des revenus inférieurs à ceux d'une année moyenne
	Des programmes additionnels d'assistance au profit des ménages pauvres	Amélioration de leur disponibilité alimentaire et réduction de la pression sur leur cheptel
	Echec des cultures irriguées de contre saison froide	Accentuation de la dépendance du marché Accentuation de la baisse des revenus saisonniers et des paiements en nature sur l'exécution des travaux annexes
	Forte hausse du prix des céréales de substitution (blé et r riz)	Limitation de la capacité d'accès alimentaire des ménages
	Forte chute du prix des animaux	Forte dépréciation des termes d'échange au détriment des ménagés pauvres
	Intensification des exportations sénégalaises de riz (local et importé) et des céréales traditionnelles	Meilleures disponibilités des céréales dans les marchés pouvant conduire à des prix en baisse ou au moins stables
	Des lâchées d'eau du barrage de Manantalli à partir de novembre	Un niveau d'eau dans le fleuve qui assure, aux ménages pauvres, la réalisation de campagne de contre saison froide et chaude débouchant sur une meilleure disponibilité céréalière et des revenus plus importants que ceux d'octobre

A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).